

Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la vitalité des liens entre l'Europe et l'Otan, la rénovation et l'élargissement de l'Alliance, l'opportunité pour l'Union européenne de se doter de capacités militaires autonomes et sur la dissuasion nucléaire, Strasbourg le 19 octobre 1999.

Monsieur le président,

Madame la ministre,

Monsieur le secrétaire général,

Mesdames et messieurs les parlementaires,

Mesdames et messieurs les ambassadeurs,

Vous avez choisi la France pour tenir votre Assemblée générale qui célèbre le 50^e anniversaire du Traité de Washington. Et je vous en remercie, car cette année aura marqué une étape essentielle dans l'évolution de l'Alliance atlantique. Il était bon d'en débattre ici, à Strasbourg, au coeur de l'Europe.

Depuis sa création, la vraie force de l'Alliance atlantique a été d'unir nos démocraties, des démocraties déterminées à préserver leur liberté. C'est dire que les parlementaires des pays membres ont un rôle majeur à jouer pour assurer la vitalité de notre Alliance. Je veux rendre hommage à chacune et à chacun d'entre vous pour la part que vous y prenez, avec -je le sais- beaucoup de conviction mais aussi beaucoup de talent. Je souhaite également saluer Lord ROBERTSON, nouveau Secrétaire général de l'OTAN à qui j'adresse tous mes voeux les plus amicaux de pleine réussite dans les hautes responsabilités qui lui ont été confiées.

Pour cette session du cinquantenaire, vous avez choisi un thème tourné vers l'avenir : "vers une Europe responsable dans une Alliance atlantique renouvelée".

Atlantique, l'Alliance l'est par le lien indéfectible qui unit les Etats-Unis et l'Europe. Sa vocation est, depuis l'origine, de garantir la liberté des peuples européens. Forte de son appui, l'Europe de l'Ouest a pu se reconstruire économiquement et s'édifier politiquement. C'est pourquoi opposer l'Alliance atlantique à la construction européenne serait un contresens historique.

*

L'intérêt fondamental de l'OTAN est que l'Europe soit forte. Forte, et donc unie.

C'est affaire de volonté, plus encore que de moyens. Le lancement réussi de l'euro le 19 janvier en a apporté une éclatante démonstration. Avec l'euro, qui s'affirme comme l'autre grande monnaie du monde, l'Europe s'est dotée, dans l'ordre économique, d'un instrument qui incarne sa puissance retrouvée. Avons-nous, au sein de l'Union européenne, une volonté aussi forte de nous doter des instruments politiques et militaires qui nous font encore défaut ? Avons-nous l'ambition d'une Europe prête à affronter les défis du prochain siècle ? D'une Europe digne de son histoire, forte des nations qui la composent et unie dans une même aspiration à un monde harmonieux et en paix ?

Je crois que cette volonté existe aujourd'hui plus qu'elle n'a jamais existé. A chacune de mes

rencontres avec nos partenaires européens, je constate un nouvel état d'esprit qui se résume en un vœu : que l'Europe puisse faire entendre sa voix dans la gestion des affaires du monde, et d'abord, dans celles de notre continent. Qu'elle puisse assumer ses responsabilités, qu'elle puisse agir en faveur d'un monde équilibré, multipolaire, respectueux du droit.

Cette action, l'Europe doit pouvoir la mener avec ses alliés américains, au sein de l'Alliance, lorsque ceux-ci veulent s'impliquer sur le terrain. Mais elle doit également pouvoir la conduire par elle-même, si elle le souhaite. Cette capacité de défense viendra compléter les autres moyens d'action, économique, humanitaire, politique, dont l'Union européenne dispose déjà et qu'elle est seule à pouvoir réunir.

Le drame du Kosovo a accentué une prise de conscience dans nos pays européens. Il serait certes injuste de reprocher à l'Europe d'avoir été absente dans la gestion de cette crise. Qu'il s'agisse des négociations de Rambouillet, des opérations militaires aériennes ou des opérations de maintien de la paix actuelles, les pays européens ont assumé d'importantes responsabilités, avec courage et détermination.

Soyons toutefois lucides : les Européens n'ont pas donné le sentiment qu'ils maîtrisaient suffisamment le destin de leur propre continent. Or c'est bien cela que les peuples que vous représentez attendaient et attendent de nous.

L'aventure européenne des cinquante dernières années a été celle de la réconciliation et de la coopération. Entre les peuples de la Communauté européenne d'abord. Et chacun mesure, ici à Strasbourg, le succès historique de cette ambition pleinement réalisée. Mais aussi réconciliation et coopération à l'échelle de notre continent tout entier, après quarante-cinq années d'une division héritée de la guerre et imposée par les armes, comme un outrage à la culture et à l'identité européennes. Cette autre ambition est également réalisée grâce, notamment, à la constante fermeté de notre Alliance.

Réconciliés avec eux-mêmes, les Européens aspirent désormais à s'affirmer pleinement sur la scène internationale, à y faire valoir les valeurs d'humanisme qui fondent leur civilisation et qui expriment une certaine conception qui est la leur, de l'homme et de la société.

C'est ce combat là que nous avons mené et que nous avons gagné au Kosovo. Parce que nous avons en mémoire les drames passés de notre continent. Parce que nous avons dans le cœur le projet d'une Europe moderne et forte.

*

Oui, le moment est venu pour l'Union européenne de se doter des moyens institutionnels et des capacités militaires lui permettant d'agir chaque fois que nécessaire, que ce soit avec l'Alliance atlantique ou de façon autonome.

Des travaux importants sont en cours pour atteindre ces objectifs. Il y a près d'un an, le Sommet franco-britannique de Saint-Malo a lancé une dynamique, développée ensuite à Quinze lors du Conseil européen de Cologne. Sur ces bases, la France a élaboré un plan d'action que j'ai adressé aux chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union européenne l'été dernier. Il propose des mesures concrètes pour avancer progressivement sur la voie de la Défense européenne.

Il faut d'abord que l'Union puisse s'exprimer avec plus de force. Pour cela, elle doit mettre en place une instance permanente capable de définir en toutes circonstances les positions que l'actualité impose. Toute organisation internationale chargée de faire face à des crises dispose d'un Conseil permanent. C'est le cas de l'ONU comme de l'OTAN. Il est nécessaire que l'Union européenne se dote d'une telle instance.

Actuellement la cheville ouvrière de la politique étrangère et de sécurité commune est le Comité politique, qui ne se réunit qu'une fois par mois et qui ne peut pas répondre à ce besoin. Sans bouleverser, naturellement, les institutions européennes actuelles, j'ai proposé que ce Comité soit transformé en une instance permanente où chaque pays serait représenté par un Ambassadeur de haut niveau. Le Haut représentant pour la PESC s'appuierait sur cette instance qu'il présiderait, instance qui lui apporterait tout le soutien des Nations. Et je me réjouis que M. Javier SOLANA ait été désigné pour remplir cette mission. Son expérience à l'OTAN et ses convictions européennes augurent bien de la complémentarité qui doit exister entre un engagement authentique européen et le souci d'entretenir une relation harmonieuse avec l'Alliance

atlantique européen et le souci d'entretenir une relation harmonieuse avec l'Amérique.

Il appartient aux diplomates de définir les détails de mise en place de cette instance, mais je ne vois pas comment l'Europe pourrait agir efficacement et rapidement face à une crise, si les représentants des pays membres n'ont pas la capacité de se réunir et de se concerter à tout moment.

La force politique de l'Union européenne sur la scène internationale est celle de ses Etats membres. Ce sont eux, par leur volonté et par leurs capacités, qui décideront de faire vivre la nouvelle ambition de l'Union européenne et contribueront ainsi à l'émergence d'un monde multipolaire dans lequel l'Europe occupera toute sa place et qui ne peut être qu'éminente. Ce que nous avons su faire dans les domaines commercial et monétaire, nous devons l'accomplir dans les domaines de la sécurité et de la défense.\

Mais être capable d'exprimer une position commune ne suffit pas. Encore faut-il pouvoir disposer des capacités permettant d'agir en cas de besoin. L'Union européenne doit pouvoir agir par elle-même, soit avec ses moyens propres, soit en utilisant ceux que l'OTAN mettrait, le cas échéant, à sa disposition. Elle doit donc pouvoir disposer des structures de conseil, d'analyse et de direction militaire qui lui font aujourd'hui défaut. Les Ministres de la Défense doivent être directement impliqués et se réunir en tant que de besoin. Un comité militaire est indispensable et il devra pouvoir s'appuyer sur un Etat-major européen d'un niveau suffisant.

L'Union doit également pouvoir disposer de forces européennes organisées et rapidement mobilisables. Permettez-moi de mentionner en particulier le Corps européen dont l'Etat-Major se trouve ici, à Strasbourg, et que les Cinq pays membres ont décidé de transformer en Corps de réaction rapide européen avant un an. Un exercice parallèle est engagé avec nos partenaires de l'Eurofor et de l'Euromarfor. Plus généralement, c'est l'ensemble de nos structures communes de forces qui fait l'objet d'une réflexion approfondie, en particulier avec nos amis allemands, britanniques, espagnols et italiens.

Pour prendre un exemple concret, l'adaptation et l'amélioration des capacités militaires de l'Union devraient lui permettre, demain, de déployer une force de même nature et de même volume que la KFOR engagée aujourd'hui au Kosovo. Je souhaite que l'Etat-major du Corps européen soit en mesure d'assurer cette mission à l'occasion d'une prochaine relève.

D'ores et déjà, les pays européens constituent les quatre cinquièmes des contingents déployés au Kosovo et exercent la responsabilité de quatre des cinq secteurs de la KFOR. Mais ils ne disposent pas de moyens de renseignement et de commandement adaptés à une mission de cette ampleur. Nous devons rapidement combler ces lacunes.

Chacun ici a bien conscience des efforts budgétaires qui devraient être consentis par les pays européens pour remédier à certaines insuffisances. Mais les contraintes propres à chacune des nations rendent difficile, à ce stade de la construction européenne, la détermination de critères financiers.

Notre effort doit donc porter prioritairement sur les capacités qui font défaut.

Les effectifs militaires des Quinze sont quantitativement supérieurs à ceux des Etats-Unis. Mais les Européens seraient aujourd'hui incapables, sans recours aux moyens de l'OTAN, de conduire des opérations combinées mettant en oeuvre des moyens aériens et navals significatifs et un contingent terrestre du niveau d'un corps d'armée. C'est incroyable, mais c'est ainsi !

L'Union européenne doit donc se fixer des objectifs qualitatifs facilitant l'adaptation des appareils militaires pour qu'ils puissent être en mesure de gérer des crises comparables à celles que nous avons connues ces dernières années. J'ai déjà eu l'occasion d'évoquer quelques objectifs de capacités dans les domaines du renseignement, du commandement ou du transport stratégique. Mais l'amélioration des capacités européennes impose également que cette réflexion soit étendue à la préparation des forces. Elle exige enfin que s'organise une véritable industrie européenne de l'armement. Nos pays en ont les compétences technologiques nécessaires. Ils en ont aussi la volonté, comme vient le démontrer le mariage entre Aérospatiale/Matra et Dasa. Je me réjouis profondément de cette étape décisive dans la constitution de grands groupes européens capables d'affronter avec succès la compétition mondiale.

La France mène actuellement avec ses principaux partenaires des travaux précis destinés à

répondre à une question simple : quels sont les moyens dont l'Union européenne doit disposer pour accomplir de manière crédible les missions qu'elle entend assumer ?

Il s'agit d'unir nos forces, souvent de les adapter, de leur donner plus de flexibilité dans l'emploi afin d'offrir à l'Union européenne les moyens qui lui font défaut. Si la volonté que j'ai constatée chez nos partenaires tout au long de cette année se confirme alors nous y parviendrons.

Permettez-moi d'ajouter que la perspective européenne aura sans doute un effet d'entraînement pour de nombreux pays qui n'ont pas de tradition forte en matière de défense. C'est dire que la contestation d'une perspective authentiquement européenne ne renforcerait pas l'OTAN. Elle affaiblirait au contraire l'effort collectif des alliés européens. Elle ouvrirait la voie à un système de défense fondé sur quelques nations qui, en tout état de cause, sont décidées à maintenir la crédibilité de leur appareil de défense. Cette option ne serait bonne ni pour l'OTAN, ni pour l'Europe.

En juin, le Conseil européen de Cologne, conduit par une présidence allemande dynamique et efficace, a souligné la nouvelle détermination des Quinze et a montré la voie à suivre. Nous poursuivrons cet effort. Je souhaite que le Conseil européen d'Helsinki marque, à la fin de l'année, une nouvelle étape. Soyez assurés de la détermination de la France à oeuvrer dans ce sens. La Défense européenne sera également une priorité de la double présidence de l'Union et de l'UEO que la France exercera au cours du deuxième semestre de l'an 2000.

*

Cette affirmation du rôle et des capacités de l'Union européenne ne doit en aucun cas être interprétée comme le signe d'un moindre attachement des Européens à une Alliance atlantique forte. C'est aussi en ayant à l'esprit la nécessaire cohérence de l'Alliance, que les pays de l'Union européenne -je dois le dire ici- ont marqué leur consternation devant le rejet de la ratification du Traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires par le Sénat américain. Les pays européens ne relâcheront pas quant à eux leurs efforts pour promouvoir l'entrée en vigueur de ce traité indispensable à la sécurité du monde et renforcer ainsi la lutte contre la prolifération. La France, qui a ratifié le traité dès l'année dernière, apportera bien-sûr toute sa contribution à cet effort.

L'Alliance demeure l'élément essentiel de la Défense collective de l'Europe. Elle a également un rôle important à jouer dans la gestion des crises et il faut qu'elle s'adapte davantage à ses nouvelles missions. L'émergence d'un vrai pilier européen l'y aidera, car c'est la garantie d'une Alliance dynamique. Voilà le chemin d'une Alliance renouée, plus forte parce que plus équilibrée. En sens inverse, il faut souligner qu'une Europe forte a besoin d'une Alliance forte. Notre projet de Défense européenne repose sur la possibilité d'agir, soit avec les seuls moyens européens, soit en y ajoutant certains moyens de l'OTAN. Si ces moyens de l'OTAN devaient déperir, les progrès des Européens seraient beaucoup plus difficiles et la charge qui leur incomberait serait évidemment plus lourde. Cette situation provoquerait une fissure dommageable dans notre partenariat transatlantique.

Notre position est claire, elle est sans arrière-pensées. Je souhaite donc que soient abandonnées une fois pour toutes certaines déclarations ambivalentes qui reprochent aux Européens de ne pas assumer leurs responsabilités en matière de défense et qui les critiquent vertement dès qu'ils essaient ou s'apprêtent à le faire.

A mesure que nous progressons, nous devons naturellement prêter attention au développement des relations entre l'Union européenne et l'OTAN. Sur ce sujet, comme sur l'ensemble des questions de Défense, nous devons être pragmatiques. L'Union européenne et l'OTAN ne doivent ni s'ignorer, ni établir de façon prématurée des relations institutionnelles complexes et contraignantes. Dans l'immédiat les rapports qui existent entre l'UEO et l'OTAN offrent un cadre de dialogue bien établi. A mesure que l'Union européenne affirmera ses compétences en matière de sécurité et de défense, elle devra nouer des relations avec l'OTAN. Cela ne nous pose aucun problème de principe. Mais n'inversons pas les facteurs : sachons d'abord de quels dossiers il y a lieu de débattre, avant de créer des mécanismes rigides que rien n'impose aujourd'hui. Cette approche progressive, reflétant la réalité des évolutions, est une approche conforme à la pratique

suivie jusqu'à présent pour renforcer dans tous les domaines le dialogue confiant entre les deux rives de l'Atlantique.\

Rénover l'Alliance atlantique c'est enfin prendre en compte pleinement le mouvement profond vers l'unité du continent engagé depuis la chute du mur de Berlin. Ce mouvement fut d'abord celui des peuples. Ce sont les peuples de cette moitié d'Europe, que l'on appelait de l'Est, qui ont permis de renouer les fils d'une histoire commune brutalement interrompue. Ce sont les peuples qui ont imposé la liberté dans leurs pays. Ce sont les peuples qui ont mis un terme à la confrontation idéologique qui les avait placés sous une chape de plomb pendant quarante-cinq ans. Ce sont eux qui ont démontré à la face du monde que les meilleures armes contre la guerre étaient la démocratie et la liberté.

L'Alliance atlantique a commencé à prendre en compte cette évolution essentielle en ouvrant ses portes à la Hongrie, à la Pologne et à la République Tchèque, trois nouveaux membres que nous avons accueillis officiellement au Sommet de Washington au printemps dernier. Avec clairvoyance, d'ailleurs, votre Assemblée avait pris les devants en associant depuis plusieurs années les parlementaires de ces pays à vos travaux.

Mais ce serait une erreur grave de refermer les portes de l'Alliance après les avoir entrouvertes. Le rôle très positif de plusieurs pays candidats lors de la crise du Kosovo a démontré le caractère stabilisateur qu'aurait un nouvel élargissement de l'OTAN vers ce Sud-Est de l'Europe qui demeure la principale zone de risques de notre continent.

La France souhaite que les pays candidats, reconnus comme tels aux Sommets de Madrid et de Washington, puissent rejoindre dans les meilleurs délais la famille des démocraties qui constituent l'Alliance atlantique et à laquelle ils ont vocation à appartenir.

En parallèle, nous devons resserrer nos liens avec la Russie, au sein de l'OSCE et par une relance vigoureuse de l'Acte fondateur OTAN/Russie. Il n'y a pas de sécurité en Europe sans une bonne entente avec la Russie.

*

L'OTAN que nous appelons de nos vœux pour le prochain siècle est une OTAN élargie. Une OTAN renforcée par l'émergence d'un vrai pilier européen qui donnera toute sa vitalité au dialogue confiant et adulte entre les deux rives de l'Atlantique. C'est ainsi que l'Alliance demeurera le fondement de la sécurité en Europe, en pleine harmonie avec les ambitions et les réalités européennes.

"Une Europe responsable, dans une Alliance atlantique rénovée" : ce thème, votre thème, s'impose aujourd'hui comme une évidence. Vous allez y consacrer vos réflexions au cours des prochains jours. Il s'agit de l'un des grands projets européens de cette fin de siècle. Ce grand projet commence seulement à prendre forme. Nous travaillons, vous travaillez pour les jeunes générations qui conçoivent l'Europe unie comme leur espace naturel de vie et de liberté. A l'écoute des peuples qui vous ont mandatés, vous donnerez à vos débats toute leur signification. Car vous représentez ensemble l'association de nos démocraties : celles de l'Amérique du Nord et celles d'une Europe désormais rassemblée autour des valeurs de paix, de tolérance et de respect de la dignité humaine. Des démocraties plus que jamais engagées dans la défense des Droits de l'Homme.

Voilà l'ambition que nous souhaitons faire vivre tous ensemble dans le siècle qui va naître. Je souhaite que nous réussissions.

Je vous remercie.\